

08 AOUT 2024

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du
pris à l'encontre de la société HYDRO EXTRUSION ALBI SAS
pour son établissement situé zone artisanale du Garric
2 - 3 route de Valderiès sur le territoire de la commune de Le Garric**

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'État dans le département du Tarn

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 181-46 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 16 juillet 2024 mettant fin à compter du 22 juillet 2024 aux fonctions de préfet du Tarn exercées par M. Michel VILBOIS ;
- Vu** le décret du 7 juin 2023 portant nomination de M. Sébastien SIMOES, secrétaire général de la préfecture du Tarn, sous-préfet d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2020 autorisant la société HYDRO EXTRUSION ALBI SAS à poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication de profilés aluminium et des installations de traitement de surface sur le territoire de la commune de Le Garric ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2020 portant mise à jour des prescriptions relatives aux conditions de fonctionnement des installations exploitées par la société HYDRO EXTRUSION ALBI SAS sur le territoire de la commune de Le Garric ;
- Vu** les prescriptions de l'article R. 181-46-II du Code de l'environnement qui stipulent :
« Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. » ;
- Vu** les prescriptions de l'article 8.2.2 figurant dans l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2020 modifié qui stipulent :
• 8.2.2 – Vérification périodique et maintenance des équipements
« L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. » ;

- Vu** les prescriptions de l'article 4.5.2 figurant dans l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2020 modifié qui stipulent :
- 4.5.2 – Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines
*« En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.
L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel (eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.
Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés. » ;*
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 2 juillet 2024 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 25 juin 2024, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 8 juillet 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;
- Vu** l'absence d'observation formulée par l'exploitant par courrier électronique en date du 2 août 2024 sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;
- Considérant** que lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fait part de modifications réalisées au sein de son établissement sans avoir fait l'objet d'un porter à connaissance auprès du préfet du Tarn ;
- Considérant** que ces modifications impactent à minima les prescriptions techniques figurant dans l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020 régissant le fonctionnement de cet établissement ;
- Considérant** que lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le dernier rapport de vérification des dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC) en date du 30 octobre 2023 identifie de nombreux dispositifs défectueux ;
- Considérant** que l'exploitant n'avait toujours pas procédé à la mise en conformité des DENFC lors de la visite d'inspection ;
- Considérant** que lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fait part de la suppression du piézomètre PZ2 et la création du piézomètre PZ2bis sans avoir fait l'objet d'un porter à connaissance auprès du préfet du Tarn ;
- Considérant** que l'exploitant n'a pas informé le préfet du Tarn des mesures prises pour l'obturation ou le comblement du piézomètre PZ2 afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines ;
- Considérant** que l'exploitant n'a pas pris contact avec le BRGM afin d'inscrire les piézomètres de surveillance (PZ1, PZ2bis et PZ3) à la Banque du Sous-Sol ;
- Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société HYDRO EXTRUSION ALBI SAS de respecter les prescriptions des articles :
- R. 181-46-II (modifications) du Code de l'environnement ;
 - 8.2.2 (vérification périodique et maintenance des équipements) et 4.5.2 (implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines) figurant dans l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020 modifié susvisé ;
- afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de M. le secrétaire général,
Arrête

Article 1^{er} - La société HYDRO EXTRUSION ALBI SAS située zone artisanale du Garric 2 - 3 route de Valderiès sur le territoire de la commune de Le Garric, est mise en demeure de respecter, avant le 31 octobre 2024, les prescriptions des articles :

- R. 181-46-II (modifications) du code de l'environnement ;
- 8.2.2 (vérification périodique et maintenance des équipements) et 4.5.2 (implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines) figurant dans l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020 modifié susvisé ;

afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Article 2 – Dans le cas où une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 4 – Affichage et publication

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Le Garric pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de Le Garric sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société HYDRO EXTRUSION ALBI SAS.

Fait à Albi, le 08 AOUT 2024

**Le secrétaire général,
chargé de l'administration de l'État
dans le département,**



Sébastien SIMOES